

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

16 janvier 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, vice-président

M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

|   |   |
|---|---|
| Genève internationale.....  | 4 |
| Vœux du Corps consulaire aux autorités.....   | 4 |
| Genève .....  | 5 |
| Soutien à la loi sur les caisses de pensions soumise en votation référendaire le 3 mars 2013..... | 5 |
| Centre sportif de Balexert : soutien financier pour la réfection d'un terrain de football .....   | 6 |
| Nouvelles dénominations à Bellevue, Carouge, Genève, Perly-Certoux et Veyrier .....               | 7 |

# Genève internationale

---

## **Vœux du Corps consulaire aux autorités**

Comme il est de coutume en chaque début d'année, une délégation du Corps consulaire de Genève a été reçue ce jour par les autorités genevoises – représentées par le Conseil d'Etat *in corpore*, le président du Grand Conseil et le maire de Genève – afin de leur adresser ses vœux pour la nouvelle année.

Lors de cette rencontre, le doyen du Corps consulaire et consul général d'Algérie, M. Brahim Younes, ainsi que le président du Conseil d'Etat, M. Charles Beer, se sont mutuellement souhaité une excellente année 2013.

La composition de la délégation du Corps consulaire peut être consultée en cliquant sur ce [lien](#).

---

## **Soutien à la loi sur les caisses de pensions soumise en votation référendaire le 3 mars 2013**

**La loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) vise à fusionner et assainir les deux principales caisses de pensions publiques cantonales. Elle leur permet de se conformer au nouveau droit fédéral, devenu plus exigeant en matière de capitalisation. Le Conseil d'Etat genevois apporte son plein soutien à cette loi qui évite des risques financiers considérables au canton.**

Les électeurs genevois sont appelés le 3 mars 2013 à se prononcer sur la loi réunissant la CIA<sup>1</sup> et la CEH<sup>2</sup> en une nouvelle Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG). Ce texte permet aux deux caisses fusionnées de redresser une situation financière fortement dégradée par les évolutions démographiques et la baisse des rendements boursiers.

Les efforts d'assainissement sont équitablement répartis entre les assurés d'une part, l'Etat et les autres employeurs d'autre part. La LCPEG répond aux nouvelles exigences financières de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP) qui entre en vigueur au début 2014.

### **Maintenir le système de la capitalisation partielle**

Grâce à la garantie de l'Etat, la CIA et la CEH bénéficient d'une autorisation de fonctionner selon le système de la capitalisation partielle. Elles ne sont pas soumises à la contrainte de capitalisation intégrale qui prévaut par principe dans le système de la LPP. Ce régime général impliquerait d'atteindre au moins un taux de couverture de 100%, soit de disposer d'un capital couvrant la totalité des engagements de prévoyance.

Le taux de couverture de la CIA se situe actuellement au-dessous de 50%, celui de la CEH à 61 %. Leur découvert total atteint 8 milliards de francs. Le *statu quo* n'est pas envisageable. Le nouveau droit fédéral oblige les caisses en capitalisation partielle à couvrir dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 les rentes ouvertes et à atteindre un taux de couverture minimal de 80% d'ici 2052 au moyen d'un plan financier, inscrit dans une loi, qui doit entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ce plan financier est au cœur de la LCPEG. Il permet de répondre aux nouvelles exigences du droit fédéral par les mesures suivantes :

- versement initial de recapitalisation de la CIA de 800 millions de francs effectué par l'Etat et les autres employeurs pour couvrir dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 les rentes ouvertes ;
- hausse du taux des cotisations, dont les deux tiers restent pris en charge par l'employeur ;
- augmentation de la durée de cotisation donnant droit à une pleine rente ;
- relèvement de l'âge de la retraite donnant droit à une pleine rente à 64 ans, 61 ans pour les professions physiquement pénibles ;

---

<sup>1</sup> Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration cantonale.

<sup>2</sup> Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève.

- réduction des rentes des futurs retraités.

Au total, les assurés fournissent environ 55% de l'effort, l'Etat et les autres employeurs 45%.

### **Les risques en cas de refus**

Si la loi n'est pas acceptée, il sera très difficile pour les autorités genevoises de continuer à bénéficier de la dérogation que représente le système de la capitalisation partielle. En effet, l'Autorité de surveillance a fixé un délai au 30 juin 2013 pour le dépôt des plans de financement afin de pouvoir les approuver avant la fin de l'année. Le délai serait donc très bref pour élaborer un nouveau projet de loi, voire deux projets si l'option d'une fusion entre les deux caisses était abandonnée.

La difficulté majeure consisterait à revoir la répartition des efforts entre employés et employeurs. Le référendum provient d'un syndicat qui revendique moins d'efforts de la part du personnel, alors que de nombreuses voix ont exprimé le sentiment que l'Etat est trop sollicité par cet assainissement. Tout nouveau projet de loi provoquera forcément un mécontentement accru d'une partie des opposants. Le risque d'un nouveau référendum est évident.

A défaut d'une loi adoptée d'ici la fin de l'année, les caisses seront soumises au régime général de la capitalisation complète par des mesures d'assainissement dans un délai de dix ans au maximum, qui devront également faire l'objet d'une nouvelle loi cantonale. Un tel objectif paraît hors de portée car il coûterait quelque 11 milliards de francs à l'Etat, ce qui doublerait son endettement.

Sans loi permettant une recapitalisation partielle ou complète, l'Autorité de surveillance pourrait décider de la liquidation des caisses. Dans cette hypothèse, l'Etat de Genève devrait assumer le coût des rentes et des prestations de libre passage pour un montant de plus de 7 milliards de francs.

L'échec de la LCPEG pourrait ainsi entraîner une forte hausse de la dette du canton et une dégradation de son image. L'agence de notation Standard and Poor's a déjà annoncé à plusieurs reprises que l'absence de réforme des caisses de pension publique pourrait l'amener à revoir son appréciation de la gouvernance cantonale.

Afin d'éviter de tels risques, le Conseil d'Etat appuie pleinement la LCPEG. Cette loi approuvée le 14 septembre 2012 par une nette majorité du Grand Conseil permet de répartir d'une façon équilibrée un effort d'assainissement indispensable pour les générations futures.

Document powerpoint disponible sur ce [lien](#).

*Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en passant par Mme Teresa Skibinska, DIP, ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99, et M. David Hiler, conseiller d'Etat, en passant par M. Henri Roth, DF, ☎ 022 327 98 22.*

---

### **Centre sportif de Balexert : soutien financier pour la réfection d'un terrain de football**

Le Conseil d'Etat a attribué un soutien financier unique de 115'000 francs prélevé sur le Fonds de l'aide au sport à l'Association Servette Football Club pour la réfection d'un terrain de football synthétique au Centre sportif de Balexert.

Cette rénovation est nécessaire à la poursuite des activités de formation des juniors de l'Association Servette Football Club, à la fois en raison de l'usure du terrain et du manque d'entretien des installations ces dernières années.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.*

## Nouvelles dénominations à Bellevue, Carouge, Genève, Perly-Certoux et Veyrier

Le Conseil d'Etat a entériné plusieurs propositions de dénominations d'artères de la commune de **Bellevue** :

- chemin des Marcheux : l'aménagement d'un chemin existant, à la hauteur du chemin des Tuileries, en relation directe avec la construction de nouveaux bâtiments, est dénommé « chemin des Marcheux ». Cette dénomination rappelle la méthode de fabrication artisanale des tuiles. Pour préparer la terre, celle-ci était sortie de l'eau puis écrasée à la pelle ou piétinée à pieds nus ;
- chemin des Bisons : depuis 1990, des bisons paissent sur le territoire de la commune. Un chemin longeant ces pâturages va être prolongé et aménagé, d'où la proposition de dénomination en « chemin des Bisons » ;
- chemin de l'Echappée : le chemin débutant à la route des Fayards 101 et finissant au futur chemin des Bisons portera le nom de « chemin de l'Echappée ». Cette dénomination évoque l'horizon qui se dégage au-delà du hameau de Crest-d'El : la vue englobe le Vuache, le défilé de Fort l'Ecluse et se perd dans le lointain jusqu'au canton de Vaud ;
- chemin des Bois-d'Amont : la commune de Bellevue a aménagé une voie de desserte sans issue débutant au chemin des Limites. Cette voie d'accès prendra le nom de « chemin des Bois-d'Amont », en référence à la position géographique du chemin à proximité des Bois d'Avault (aval) et orienté en amont de ce dernier ;
- sentier de la Cigogne : un petit sentier reliant la route de Collex au chemin des Grands-Bonnets a été aménagé par la commune de Bellevue. La dénomination de « sentier de la Cigogne » est donnée en mémoire du sympathique volatile qui fréquenta durant quelques hivers cet endroit, tantôt côté Bellevue, tantôt côté Genthod.



Suite à la proposition de la commune de **Carouge**, le Conseil d'Etat a baptisé « rue des Horlogers » la nouvelle rue prévue par le [plan localisé de quartier n°29767](#) débutant à la hauteur de la rue de Veyrier et finissant à la rue des Moraines. Cette dénomination rappelle le passé horloger de la commune à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1790, en effet, le métier de l'horlogerie comptait 117 représentants à Carouge.



En **Ville de Genève**, la nouvelle passerelle enjambant les voies CFF entre la rue Kazem-Radjavi et le chemin Eugène-Rigot portera le nom de « passerelle de la Paix ». Il s'agit ainsi de renforcer l'image du quartier en rendant hommage à toutes les institutions qui œuvrent pour la paix. La passerelle desservira la future Maison de la Paix, qui sera construite le long du chemin Eugène-Rigot.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accepté la proposition de la commune de **Perly-Certoux** de donner le nom de « chemin du Couvert-de-Certoux » à l'artère débutant à la hauteur du n° 161 de la route de Certoux et finissant au n°19, du chemin du Pont. Cette dénomination fait référence au couvert communal se trouvant à proximité et servant à accueillir diverses manifestations communales.



Enfin, en mémoire de M. Edmond Laurent Delieutraz (1876-1923) surnommé « le Trappeur », le nom de « chemin du Trappeur » est donné à la voie qui desservira les seize constructions prévues à proximité de la route du Pas-de-l'Echelle à **Veyrier**. M. Delieutraz fit le tour du monde et s'arrêta au Canada, où il fut tenté par la vie de trappeur qu'il pratiqua pendant plusieurs années. Il revint ensuite au pays et s'établit à Veyrier.

Toutes ces dénominations ont été préavisées favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 01.